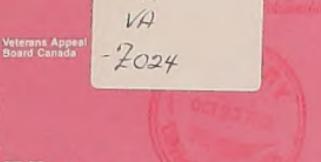


Veterans Appeal Board

 3 1761 116366361

What is the Veterans Appeal Board?

The Veterans Appeal Board is an independent agency established by Parliament in September 1987. The Board is located in Charlottetown, Prince Edward Island, where hearings are held every working day.

What is its role?

The Veterans Appeal Board hears appeals against decisions of the Assessment and Entitlement Boards of the Canadian Pension Commission in disability pension matters and appeals from decisions of the Regional Review Committee in War Veterans/Civilian War Allowance matters. The Board is also responsible for interpreting the following Acts:

- The Pension Act
- The War Veterans Allowance Act
- The Merchant Navy Veteran and Civilian War-related Benefits Act
- The Veterans Appeal Board Act

Hearings are informal and open to the public. English or French is used depending on the choice of the appellant.

The Board is not permitted to hear oral testimony from an appellant nor can witnesses be called to give oral evidence. For this reason, there is no requirement for appellants to attend the hearing, although they are welcome to do so at their own expense.



Who can appeal to the Veterans Appeal Board?

Serving members and ex-members of the Armed Forces, serving members and ex-members of the Royal Canadian Mounted Police, and certain civilians and their dependents may appeal when they are dissatisfied with decisions from an Entitlement or Assessment Board or from a Regional Review Committee.

When should I apply to the Veterans Appeal Board?

When all appeals to the Canadian Pension Commission and the Department of Veterans Affairs in matters of pensions and allowances have failed, you will be advised to apply to the Veterans Appeal Board if you are still dissatisfied with the results of your case.

How do I submit an appeal to the Veterans Appeal Board?

There are several ways to proceed. Your appeal may be presented at no cost by the Bureau of Pensions Advocates, the Royal Canadian Legion or the War Amputations of Canada. You may also write directly to the Veterans Appeal Board.

If you wish to use your own lawyer or other representative or choose to represent yourself, you should contact the Veterans Appeal Board directly and they will advise you how to proceed. If you choose to do so, you are responsible for any of the costs involved.

How does the Board's decision resolve my case?

Based on the evidence before the Board it can: uphold, reject or change the decisions of the Entitlement Boards or Assessment Boards in disability pension matters, or the Regional Review Committee in allowance matters. The Board is also authorized to return cases to those organizations if the Members believe further investigation of any issue is needed, or if the case was not properly handled.

What happens after my appeal is started?

Once a Notice of Appeal is received by the Board, the following steps are taken:

- an acknowledgement letter is sent to you;
- the Board requests the documentation from the Canadian Pension Commission or the Department;
- a copy of this documentation is then sent to you or your representative;
- upon notification that your appeal is ready to be presented, the Board schedules your case;
- your representative presents the case to the Board; you can attend as an observer, however, you are responsible for any cost involved;
- after the hearing, the Members review all the evidence along with any submission made, and make a written decision outlining the reasons for their conclusion;

- the decision is mailed to you, with copies to your representative and to your file;

- favourable decisions are sent to the Department of Veterans Affairs which is responsible for any payment that must be made.

What can I do if I am still not satisfied?

You or your representative may make another application to the Board. This is called an application to reconsider. To do this, you must be prepared to present new facts or evidence, and/or identify an error in fact or an incorrect interpretation of the law.

Additional information about the appeal process at the Veterans Appeal Board may be obtained by calling or writing to:

Chief Operations and Research
Veterans Appeal Board
P.O. Box 7700
Charlottetown, P.E.I.
C1A 8M9

Telephone (902) 566-8750

© Minister of Supply and Services Canada 1992

Cal. No. V32-57/1992

ISBN 0-662-59129-1



Canada

July 1992

Tribunal d'appel des anciens combattants

Qu'est-ce que le Tribunal d'appel des anciens combattants?

Le Tribunal d'appel des anciens combattants est un organisme indépendant créé par le Parlement en septembre 1987. Le Tribunal est situé à Charlottetown, île-du-Prince-Édouard, où les audiences sont tenues chaque jour ouvrable.

Quel est son rôle?

Le Tribunal d'appel des anciens combattants entend les appels relatifs aux décisions définitives rendues par les comités d'évaluation et d'examen de la Commission canadienne des pensions portant sur les pensions d'invalidité, et aux décisions rendues par le comité d'évaluation régional en ce qui a trait aux allocations aux anciens combattants et aux allocations de guerre pour les civils. Le Tribunal est également chargé d'interpréter les lois suivantes :

- la Loi sur les pensions
- la Loi sur les allocations aux anciens combattants
- la Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils
- la Loi sur le Tribunal d'appel des anciens combattants

Les appels se déroulent sans formalité et le public peut y assister. Les appels sont entendus en français ou en anglais, au choix de l'appelant.

Le Tribunal ne peut entendre de témoignage de vive voix d'un appelant. Un témoin ne peut pas non plus être appelé pour témoigner de vive voix sur des éléments de preuve. C'est pourquoi l'appelant n'est pas tenu d'assister à l'audience. Il peut toutefois y assister s'il acquitte ses frais de déplacement.

Qui peut faire appel auprès du Tribunal d'appel des anciens combattants?

Les membres et les ex-membres des forces armées, les membres et les ex-membres de la Gendarmerie royale du Canada, certains civils et leurs personnes à charge peuvent faire appel s'ils ne sont pas satisfaits des décisions rendues par un comité d'évaluation et d'examen ou d'un comité d'évaluation régional.

Quand peut-on s'adresser au Tribunal d'appel des anciens combattants?

Il convient de vous adresser au Tribunal d'appel des anciens combattants lorsque la Commission canadienne des pensions et le ministère des Anciens combattants ont refusé les appels que vous avez interjetés en matière de pensions ou d'allocations et que votre cas ne vous semble pas encore réglé.

Comment interjette-t-on appel auprès du Tribunal d'appel des anciens combattants?

Il y a plusieurs façons de procéder. Votre appel peut être présenté gratuitement par l'entremise du Bureau de services juridiques des pensions, de la Légion royale canadienne ou des Amputés de guerre du Canada. Vous pouvez également écrire directement au Tribunal d'appel des anciens combattants.

Si vous préférez retenir les services de votre avocat, d'un autre représentant, ou encore vous représenter vous-même, vous êtes prié de communiquer directement avec le Tribunal d'appel des anciens combattants qui vous indiquera comment procéder. Vous devrez alors acquitter les honoraires afférents.

Comment le Tribunal rend-il ses décisions?

À la lumière des éléments de preuve qui lui sont présentés, le Tribunal peut maintenir, rejeter ou changer les décisions rendues par les comités d'évaluation et d'examen en matière de pensions d'invalidité, ou par le comité d'évaluation régional, en ce qui a trait aux allocations d'anciens combattants. Le Tribunal a également le pouvoir de renvoyer les cas à ces organismes, si les membres sont d'avis qu'il y a lieu d'examiner plus attentivement un certain point ou que le cas n'a pas été bien évalué.

Que se passe-t-il une fois l'appel institué?

Dès que le Tribunal reçoit l'avis d'appel, le processus se met en branle :

- vous recevez un accusé de réception;
- le Tribunal commande les documents reliés au cas auprès de la Commission canadienne des pensions ou du Ministère;
- une copie de cette documentation est ensuite envoyée à vous ou votre représentant dès sa réception;
- dès que votre cas est prêt à être présenté, le Tribunal fixe la date de l'audience;
- le représentant présente le cas au Tribunal; vous pouvez assister à l'audience à titre d'observateur, mais vous devez toutefois acquitter vos frais de déplacement;
- après l'audition, les membres examinent tous les éléments de preuve ainsi que l'argumentation de votre représentant et rendent une décision en précisant les raisons;

- cette décision vous est acheminée, de même qu'une copie à votre représentant; une copie est également portée à votre dossier;
- les décisions favorables sont envoyées au ministère des Anciens combattants qui effectuera le paiement requis.

Y a-t-il d'autres recours en cas d'insatisfaction?

Oui. Vous ou votre représentant pouvez présenter une nouvelle demande au Tribunal. C'est ce qu'on appelle une demande de réexamen. Vous devrez alors présenter des faits ou éléments de preuve nouveaux et/ou identifier une erreur de fait ou une erreur d'interprétation de la loi.

Pour plus d'information concernant la procédure d'appel auprès du Tribunal des anciens combattants, vous pouvez écrire ou téléphoner au :

Chef, Opérations et Recherche
Tribunal d'appel des anciens combattants
C.P. 7700
Charlottetown (Î.-P.-É.)
C1A 8M9

Téléphone (902) 566-8750

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

N° de cat. V32-57/1992

ISBN 0-662-59129-1



Juillet 1992

Canada